



Cliquer pour
agrandir
4,6 €

L'Amérique latine après la tourmente (n.2899)

Problèmes économiques
La Documentation française

Problèmes économiques

N° 2.899

10 mai 2006

DOSSIER : L'Amérique latine après la tourmente

Une croissance retrouvée... mais quelques signes d'essoufflement

CCE international

Carlos Quenan

L'Amérique latine semble connaître actuellement un cycle de croissance historique : 5,8 % en 2004 (le meilleur résultat depuis 1980) et 4,1 % en 2005. Mais il est vrai que les performances remarquables du Venezuela et de l'Argentine (après la tourmente de 2002) - 17,9 et 9 % respectivement - ont largement nourri le dynamisme économique de la région. De même, les progrès en matière de gouvernance financière ont fortement contribué à diffuser, au niveau international, l'image d'un continent économiquement solide. Néanmoins, le faible niveau d'investissement enregistré et le ralentissement en 2005 de la croissance chez les deux " géants " latino-américains, le Brésil (2,6 % selon la Banque centrale) et le Mexique (3 % selon le Fonds monétaire international), renforcent les doutes concernant la soutenabilité de la croissance dans la zone.

La pauvreté dans la région

Rapport de la CEPAL

Réduire l'extrême pauvreté et assurer l'éducation primaire pour tous sont les deux premiers des huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) que les Etats membres des Nations unies ont convenu d'atteindre d'ici 2015. Pourtant, même si l'indigence et la pauvreté ont reculé en Amérique latine dans les dernières années, le pourcentage de Latino-Américains en situation de pauvreté reste très élevé : 41 % (si l'on prend en compte les carences basiques de la population) ainsi que 17 % d'indigents. Récemment, les *remesas* (montants accumulés par les immigrants et transférés à leur famille restée au pays) se sont multipliés et leurs effets sur le niveau de vie des populations locales sont positifs. Elles concernent toutefois un trop petit nombre de ménages pour que leur contribution soit déterminante.

La lutte contre la pauvreté

Rapport de recherche du CID

Bruno Lautier

Trop souvent, les politiques de lutte contre la pauvreté ne se fixent des objectifs qu'à court terme. Or, elles ne sont réellement efficaces que si les résultats en termes de réduction de la pauvreté peuvent être mesurés sur le long terme. Pour cela, il est nécessaire de passer d'une optique privilégiant les techniques de lutte contre la pauvreté à une autre plus large permettant la réforme de l'ensemble du système de protection sociale. En ce sens, les " politiques ciblées ", généralement considérées comme un outil pour combattre la pauvreté présentent un réel intérêt si elles permettent aussi de limiter le risque de devenir pauvre (la vulnérabilité). Elles s'accompagnent alors d'un principe universaliste et prennent la forme de politiques sociales de lutte contre le clientélisme, la marginalisation des plus pauvres, etc. Elles favorisent également les externalités positives des transferts de revenus sur l'économie locale. L'auteur présente un bilan des travaux de reconstruction du système de protection sociale, déjà engagés dans certains pays latino-américains.

La rivalité entre la Chine et l'Amérique latine

Rapport de la Banque interaméricaine de développement

Le taux de croissance de la Chine est d'une vigueur exceptionnelle (9,4 % depuis 1978 en moyenne) et l'écart entre l'Empire du milieu et l'Amérique latine se réduit chaque jour davantage accentuant la rivalité entre ces deux " régions " émergentes. La croissance économique rapide, stable et jusqu'à maintenant exempte de poussées inflationnistes, de l'économie chinoise, ses performances en termes d'échanges internationaux ainsi que la taille et l'ouverture de son marché permettent en effet à la Chine d'attirer la majeure partie des investissements productifs au détriment du continent sud-américain. Ils lui permettent en outre d'être, sur la scène internationale, un acteur de premier plan, laissant l'Amérique latine jouer les seconds rôles.

EGALEMENT DANS CE NUMERO

PROTECTION SOCIALE

Vers un État d'investissement social

Informations sociales

Bruno Palier

Les réformes des systèmes de protection sociale en Europe se sont pour l'essentiel, depuis plusieurs années, cantonnées à des mesures de restrictions budgétaires. Or, reconstruire la protection sociale nécessite aujourd'hui

la mise en œuvre de politiques qui permettent non seulement de résoudre les problèmes financiers auxquels fait face l'Etat-providence sans détériorer les conditions d'emploi, mais également de répondre aux nouveaux besoins sociaux. Dans ce contexte, quatre chercheurs ont récemment travaillé à la définition d'une nouvelle architecture pour la protection sociale européenne au XXIe siècle. Selon eux, les principes fondateurs de l'Etat-providence doivent être repensés en profondeur. L'enjeu majeur est de renoncer à une perspective jusqu'alors statique, de la protection sociale pour en adopter une qui soit dynamique et qui pense les problèmes sociaux en termes de cycle de vie. Pour redevenir efficace, les systèmes de protection sociale doivent désormais passer d'une stratégie de politiques sociales réparatrices et compensatrices à une stratégie préventive et d'investissement social.

MARCHE DU TRAVAIL

De la difficulté à devenir cadre par promotion

INSEE Première

Manuella Baraton

Depuis la fin des années 1970, si le nombre de cadres dans l'économie française a été multiplié par trois, la probabilité de devenir cadre par promotion a diminué. Avec l'élévation du niveau d'études, de plus en plus de jeunes obtiennent un diplôme leur permettant d'accéder directement ou dans un délai très bref à un emploi d'encadrement, ce qui, du même coup, réduit mécaniquement la possibilité de devenir cadre par progression de carrière. La promotion concerne toujours davantage les professions intermédiaires que les employés ou les ouvriers. Quant à la probabilité pour une femme d'être promue cadre, elle demeure inférieure à celle des hommes.

MANAGEMENT

Les nouveaux défis de l'entreprise responsable

L'Expansion Management Review

Philippe Détrie

Désormais, l'entreprise doit trouver une nouvelle légitimité auprès de la société civile, des clients et usagers, des actionnaires et des salariés et être " attentive " à leurs attentes. Jusqu'à maintenant, des bilans économique et social étaient suffisants pour évaluer l'efficacité d'une entreprise. Dorénavant, dans le domaine de l'environnement par exemple, l'entreprise responsable doit aussi se soumettre à un bilan sociétal. L'auteur propose une feuille de route du manager qui permet, grâce à de nouveaux référentiels, de focaliser son attention sur les résultats de l'entreprise plutôt que sur ses moyens et ses intentions et ainsi de vérifier si les exigences de chacune des parties prenantes sont satisfaites.

Année d'édition : 2006 48 pages, 21x27 cm
Réf. : 3303332028993 ISSN : 0032-9304